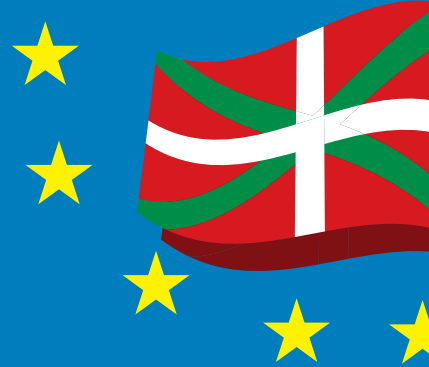


LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N°129 - Décembre 2008ko Abendoa

MENSUEL : 2 €

Basques et Sud-Américains ensemble



**Président de
la région Bretagne
p. 9**

**L'avenir de la CCI
p. 10-11**

**Patrimoine
et économie
p. 15**

**J. B. Sallaberry
p. 20**

www.eaj-pnb.eu



Ibarretxe au 3^e Foro de Biarritz

Ce Foro a été créé par Didier Borotra, sénateur-maire de Biarritz, en 1998. Il en est toujours le président. Il rassemble des personnalités politiques et économiques d'Europe et d'Amérique Latine grâce à des subventions publiques et des aides privées. Il se tient une année à Biarritz et la suivante dans un pays d'Amérique Latine.

Cette année 2008, malgré la crise économique et financière qui secoue le monde, Didier Borotra a voulu que le Foro ait lieu pour échanger les points de vue et les expériences sur cette même crise. Il y a eu plus de monde que jamais les 4 et 5 novembre, à l'espace Bellevue de Biarritz : 17 pays d'Amérique Latine dont ceux des Caraïbes pour la première fois, y compris Cuba. Beaucoup de monde a pris part à ces 2 journées, en particulier 250 leader politiques et économiques. Lors de l'accueil des participants, le 1^{er} jour avec à leur tête, le président de la République de Saint Domingue



Leonel Fernandez Reyna qui était cette année l'invité d'honneur, Didier Borotra a annoncé que Juan Jose Ibarretxe, chef du Gouvernement du Pays basque était avec lui le co-organisateur du Foro : « ce Foro, a-t-il ensuite confié, est une rencontre privilégiée de dialogue entre nos deux continents. La géopolitique n'est pas qu'une affaire d'intérêt, c'est également une affaire de sentiment et de coeur ».

Prenant la parole après Fernando Reyna, J.J Ibarretxe dira deux choses fortes. Tout au début de sa prise de parole, se présentant comme Lehendakari d'Euskadi, Ibarretxe déclare : « le peuple basque vit des 2 côtés des Pyrénées. Il parle la plus vieille langue d'Europe, l'euskara. Alors, vous voyez, ici on parle français et basque et sur l'autre versant, espagnol et basque. Nous sommes tous Basques ». « Par exemple, Borotra et moi sommes tous les deux Basques. Et c'est pour cela que nous devons créer ici à Biarritz, au Pays basque, un pôle qui représentera l'Europe pour organiser les relations avec l'Amérique Latine ».

Ibarretxe : s'ouvrir aux Un monde plus raciste immigrés

De nombreux hommes politiques français et espagnols ont été présents lors de ces 2 journées. Jean Pierre Jouyet, ministre des Affaires Européennes, Gérard Larcher, président du Sénat, Alain Juppé, François Bayrou, Hervé Gaymard, Pierre Moscovici, Rojo, président du Sénat espagnol...

La 2^e déclaration d'Ibarretxe concerne l'immigration, un des trois thèmes du Foro de cette année :

« n'avons nous pas été accueillis à bras ouvert, nous Basques, au XIX^e siècle, après les guerres carlistes ou pour des raisons économiques, puis au XX^e siècle, durant la dictature de Franco en Espagne. Les immigrants sont créateurs de richesse et il faut les accueillir ». Ce discours humaniste sera repris par divers intervenants, de même que celui de Ricardo Lagos, ancien président de la République du Chili qui a évoqué l'équilibre nécessaire entre l'Etat, l'argent et la société et a aussi déclaré « pour une fois dans cette

crise, nous les Sud Américains, nous ne sommes pas les coupables, ce sont les Nord Américains qui sont responsables ».

L'humanisme de l'un et de l'autre a été remarqué. Par ailleurs, Ibarretxe rentrait de Saint Domingue et d'Argentine où il avait signé des accords de coopération avec ces deux gouvernements et aussi avec les universités de ces pays et celle du Pays basque. Il était accompagné d'Iñaki Aguirre, responsable des relations Extérieures de la Communauté d'Euskadi et de Koldo Atxutegi.

Le thème de l'immigration a pris un tour radical lorsqu'Ernesto Samper, un fidèle du Foro, ancien président de Colombie s'est exprimé sur le sujet. Lorsque la thématique sur l'évolution des politiques européennes d'immigration a été abordée, on a assisté à un plaidoyer latino-américain unanime contre la directive adoptée le 18 juin par l'Union européenne. Elle sera applicable en 2010 et prévoit une rétention administrative de 18 mois pour les sans papiers. C'est alors qu'E. Samper a déclaré : « il y a 15 ans, on pouvait venir, être accueilli, avoir le droit d'asile, s'intégrer. Aujourd'hui, tout a lamentablement changé. Cette directive se veut sécuritaire mais c'est une criminalisation de l'immigration. Philosophiquement, c'est un honteux « Guantanamo européen » ».

Il a rappelé comme Ibarretxe, combien les pays sud Américains avaient accueilli sans restriction les Européens par millions, au XIX^e siècle, mais aussi dans les années 30 : « les Espagnols chassés par le franquisme étaient quatre fois plus nombreux que le nombre de Latinos, aujourd'hui, dans toute l'Europe ». Avec une voix teintée d'émotion, il s'exclamera plus tard : « nous allons tout droit vers plus de xénophobie et de racisme dans un monde où tout a le droit de circuler librement sauf les citoyens ! ». C'est sur ce ton assez dramatique que s'est terminé cette table ronde.

Par la suite, Mario Soares, ancien président du Portugal clôturera brillamment le Foro : « Le Foro reste, comme a dit Didier Borotra, un des rares endroits où les responsables politiques peuvent se rencontrer et discuter. L'Amérique Latine est tellement vaste qu'ils n'ont pas souvent l'occasion de se croiser ».

L'Europe et l'immigration

Le prochain Foro devrait se dérouler soit à Quito (Equateur) soit à Saint Domingue, dans les Caraïbes. Ce dernier choix favoriserait la participation de ces pays dont la présence au Foro est récente.



Pour ce qui nous concerne, nous pouvons être fiers des interventions du Lehendakari JJ Ibarretxe pour sa vision humaniste de l'immigration qui a été très appréciée et pour son affirmation sans ambages de l'existence d'un Pays basque qui n'a jamais été aussi affirmé dans son unité. Pour les Latino-Américains qui connaissent bien l'immigration basque, c'est tout à fait normal. Vu de chez eux, cela ne fait aucun doute. Quelle sera la position de l'Europe sur ce sujet ?



La gauche s'adapte ou se cherche ?

Le Parti Socialiste n'est au pouvoir que dans moins d'un tiers des gouvernements des 27 États de l'Union européenne. Cette cure d'opposition aurait dû permettre aux différents membres de « l'internationale socialiste » de repenser leurs stratégies.

Mais la crise financière des marchés boursiers mondiaux est arrivée dans un système capitaliste où le libre échange a laissé la place souvent au laisser faire n'importe quoi pour obtenir des profits à court terme. Pour les partis socialistes d'opposition, cette crise est l'occasion rêvée de prendre leur revanche sur leur virage social-démocrate forcé depuis près de 20 ans. En effet, la chute du Mur de Berlin et l'effondrement du communisme avait permis au monde libéral occidental d'affirmer haut et fort sa suprématie sur le socialisme. Voilà une opportunité que les gauches vont tenter d'utiliser pour affronter à nouveau à égalité les partisans du libéralisme.

Ustaritz

C'est ce qui se dessine en France où le PS se divise sur la social-démocratie pour reconquérir l'électorat traditionnel. C'est contre l'ouverture au centre et pour le tout à gauche que se trouve le PS des Pyrénées-Atlantiques. Depuis longtemps majoritaire en Béarn, comme dans les Landes et le Gers, le PS emmanuelliste grignote des positions en Pays basque. Les partisans de Benoît Hamon, le Henri Emmanuelli du XXI^e siècle, parviennent ici à la première place dans de nombreuses sections. Cette tendance parviendra-t-elle à séduire l'électorat basque ? Le refus profond de la fédération socialiste basque du fait basque pourra-t-il sur-

monter les difficultés de coalition avec la gauche abertzale ? Lors des municipales dernières, Ustaritz avait été la Capitale, le laboratoire, de ce jacobinisme qui ne réussit pas à conquérir le pouvoir, par refus d'alliance avec des abertzale. Ustaritz sera-t-elle l'exception ou la règle pour les prochaines échéances électorales ?

Pampelune

Dans l'État espagnol, où le PSOE règne, le maintien coûte que coûte est le but unique. En Catalogne, le PSC de José Montilla tente une ouverture avec les démocrates-chrétiens de Josep Duran i Lleida, secrétaire général de Convergència i Unió. J. Montilla essaie de diviser le camp catalaniste pour conserver son poste de Président de la Généralité. Cela est théoriquement plus facile qu'en Euskadi où le PSE n'est plus depuis longtemps sensible à la langue basque ou à l'approfondissement de l'autonomie. Ce qui pourrait se produire en Catalogne où la catalanité est partagée par beaucoup d'espagnolistes (on se rappelle l'accord entre indépendantistes catalans d'ERC et socialistes) est impensable en Euskadi entre le PS et la gauche basque, Aralar ou EA contre le PNB. La gauche abertzale ne pourrait entrer dans un gouvernement d'union avec les Socialistes de Patxi Lopez qu'au prix de lourds sacrifices sur l'autel de l'indépendance et de la survie de la langue. L'alliance naturelle chez le voisin navarrais entre la droite navarraise et socialistes navarrais montre bien la nature réelle de la coalition entre espagnolistes. Pampelune est le pendant, au sud, d'Ustaritz : tout faire pour empêcher la démocratie de porter au pouvoir les abertzale.



Nous avons gagné !
Enfin, un Noir à la Maison blanche !

Oui, la prochaine étape est d'oublier
qu'il est Noir !



Le PS se cherche

Au beau milieu des bouleversements qui touchent l'ensemble de la planète (crise financière, élection d'Obama à la présidence des USA), il y a heureusement un petit coin de France qui garde la tête froide, c'est le monde du parti socialiste.

Parce qu'alors que la planète doutait, le PS ne doutait pas continuant à se déchirer entre sociaux - libéraux (Delanoé), sociaux-chrétiens (Ségolène), sociaux-socialistes (Aubry) et sociaux-socialistes de gauche (Hamon).

Chacun des candidats se réclamait bien sûr du renouveau, surtout le jeune quadra, Benoît Hamon. Mais il faut croire que ce n'est pas dans les plus jeunes que le PS trouvera son avenir, vu le discours tenu par le représentant de l'aile gauche du parti socialiste. Un discours que l'on croirait écrit dans les années 80 au « bon vieux temps » du programme commun de la gauche...

Hamon en Pays basque

Et pourtant c'est ce fringant jeune homme à la gauche du PS qui a emporté l'adhésion majoritaire chez les adhérents en Pays basque. Sa première place obtenue au premier tour (41.7% des voix) était confirmée lors du second. Sans vouloir trop rentrer dans les différences philosophiques entre courants du PS, on soulignera juste que Benoît Hamon représente sa tendance eurosceptique (il était partisan du non au référendum sur le traité de Lisbonne) et jacobine. Rien d'étonnant à cela, puisque l'un de ses principaux mentors n'est autre qu'Henri Emmanuelli.

Ses représentants locaux ? Jean Espilondo et Jérôme Aguerre qui n'ont pas forcément beaucoup de points communs avec les tenants des idées euskaltzale. Or, si le PS veut arriver au pouvoir, ici comme ailleurs, il devra composer avec des alliés. Et se refermer sur soi dans une orthodoxie idéologique est peut-être un bon moyen de rassembler les adhérents, mais pas forcément de trouver de nouveaux compagnons de route. Ou alors, le parti socialiste est tellement assuré de sa victoire dans les prochains scrutins (au Conseil général aussi ?) qu'il pense pouvoir se passer d'ouverture idéologique vers le centre ou les euskaltzale ?

Le cru 2008 sera bon

C'est ce qu'estiment les spécialistes des vins d'Irouleguy après les vendanges qui viennent d'avoir lieu. Mais si la qualité devrait être au rendez-vous, la quantité, elle, sera nettement inférieure à l'an passé avec une baisse de la récolte d'environ 30%.

Les causes sont connues : un début d'année arrosé et frais et une fin de saison favorable.

Mais le grand événement de 2009, ce ne sera pas uniquement la qualité du cru, mais aussi et surtout la commercialisation des premières bouteilles estampillées « bio ». La cave proposera désormais des vins rouges et blancs issus de vignes biologiques à côté de ses traditionnels, rouges, rosés et blancs.

Pour l'heure, les viticulteurs bio représentent une petite partie de l'ensemble des producteurs d'Irouleguy, mais l'avenir est à eux. Poussés par la demande des consommateurs et une politique volontariste de la cave d'Irouleguy (qui paye mieux le raisin « bio » que le classique), ils devraient voir leur nombre progresser dans les années à venir.

TVPI grandit

TVPI, c'est la petite chaîne qui monte en Pays basque. Elle le doit à son ancrage local mais aussi au petit coup de pouce que vient de lui donner le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Conseil, qui a décidé de lui attribuer une fréquence sur la télé numérique terrestre. Mais avant d'en arriver là, TVPI a dû s'imposer face à deux autres dossiers : ceux présentés par ETB1 et des anciens de la chaîne Alegria.

L'enjeu était important pour la chaîne née sur internet en 2000 : pouvoir émettre gratuitement pendant 15 ans depuis la grande antenne de TDF de la Rhune. La zone couverte et le potentiel de spectateurs devraient être multipliés par 2. Ainsi, 500 000 habitants pourront recevoir TVPI contre seulement 250 000 actuellement.

Si TVPI revoit ses ambitions à la hausse en terme de spectateurs, elle compte bien garder son créneau de télé locale comme l'assure Michel Lamarque, son fondateur et directeur. Et ce qui ne devrait pas déplaire aux lecteurs de LEMA, la programmation en euskara, mais aussi en occitan, aura une place accrue sur les écrans de TVPI.

Entre deux chaises

L'organisation administrative française possède toujours quelques bizarreries qui font le bonheur des chroniqueurs locaux. L'une des dernières en date ? les élections prud'homales prévues le 3 décembre. La récente réforme des tribunaux prud'homaux avait conduit à la fermeture de celui d'Oloron Ste Marie. Du coup, ne subsistaient plus que ceux de Pau et de Bayonne. L'efficacité, les économies en temps et argent du contribuable étaient mis en avant. Soit, la réforme devait être faite. Mais restait à régler une question : où aller-t-on juger les affaires qui dépendaient de l'ancien tribunal d'Oloron ? Pau, répondit-on d'une seule voix. Oui, mais la juridiction d'Oloron comprenait la Soule dont les chefs d'entreprises dépendent de la CCI de... Bayonne. Donc, les salariés souletins auront affaire à un tribunal des prud'hommes à Pau alors que l'avenir économique se décide en Soule et à Bayonne...

Adieu, la CAF ?

Le bâtiment flambant neuf de la caisse d'allocations familiales de Bayonne aura-t-il bientôt un panneau « À vendre » sur sa porte d'entrée ? Ce qui est certain en tout cas, c'est que le projet de fusion des caisses de Bayonne est Pau est lancé par la caisse nationale et devrait aboutir fin 2011. Officiellement, c'est le désir de davantage d'efficacité et de n'avoir qu'un seul interlocuteur par département face aux collectivités publiques, qui motivent ce regroupement.

Mais la résistance s'organise à Bayonne, d'autant que la caisse de Pau ne veut pas non plus entendre parler de ce regroupement. Des actions concrètes ont été lancées : 101 communes sur 131 relevant de la caisse de Bayonne ont envoyé une lettre de soutien. Du côté du Conseil général (l'un des principaux interlocuteurs de la CAF), le soutien est également venu, lettre de son président à l'appui.

La caisse de Bayonne n'est pas la seule concernée sur le territoire de l'État français (36 sur les 123 existantes sont menacées) mais elle entend bien faire entendre sa différence : deux zones densément peuplées et éloignées (Pau et Bayonne) ont besoin de ce service de proximité. Peut-être la solution viendra-t-elle d'arbitrages dans la majorité présidentielle: le président Sarkozy n'aime-t-il pas répéter que chaque problème mérite sa solution propre ? Et donc, ce qui est vrai dans la région parisienne ne l'est pas forcément ici en Pays basque et inversement...

Gizarte politikak

Think Gaur Euskadi 2020 ekimenaren barnean, hala Iñigo Urkulluren hitzaldiaren zati bat, gizarte politiketaz.

Zergatik gaude hemen ?

Lehen ere esan dut; Euskadiko herritarren eskararak, beharrak eta aspirazioak zein diren jakin nahi dugulako. Eta behar horiei ikuspegi gizatiarra aintzat hartuta erantzun nahi diegulako, ekintza politikoaren ardatzean pertsona, ongizatea eta duintasuna ipinita. Guztia ere solidaritate eta justizia soziala aintzat hartuta. Gizartearen mesedetan ez diharduen alderdi batek ez du ezertarako balio, ez baldin badie ordezkaturako pertsoneri zerbitzatzen.



publikoa ematen duten gizarte zerbitzuak, malguak, guztientzakoak, proaktiboak, familia eta komunitate sareekin uztartzeko modukoak.

Herritarrak eurak, azken asteetan deitu ditugun lanmahaien bidez, beren lehentasunak eta kezkek jakinarazten ari zaizkigu: etxebizitza —maiztertzan edota jabetzan—, gazteentzako lan-baldintza hobekak proiektu berriei ekiteko, familia babestea, gizarte politiketan zehaztasun handiagoa eta, behar izanez gero, dependentziari arreta emateko zerbitzuei eusteko presio fiskal handiagoa.

Oraingo honetan, eztabaidagai zahartzaro aktiboa izango da, bizitza autonomoaren sustapena eta dependentziari arreta. Azken atala da gehien kezkatzen gaituena; sortzen dituen gastuak oso handiak direlako.

Gure ustean, pertsona adinekoei gizartearen erabat parte hartzen utziko dieten neurriak artikulatu behar dira. Gizarte batean pertsona helduak, gaitasuna dutenak eta esperientziadunak, ezin daitezke ezer egin gabe egon; berengatik ez bada, gizarte osoarengatik zerbaitekin egin behar dute. Beren ongizateak eta guztien ongiak gomendatzen dute gizarte eremu guztietan parte hartze aktiboa izan dezatela.

Gure iritziz, pertsonen arretari autonomia pertsonaltik heldu behar zaio, pertsona bakoitzari parte hartze hori errazteko erremintak eman behar zaizkio, bai helduei, bai ezgaitasuna dutenei.

Era berean, dependentzia artatzeko finantzaketa sistemak sendotu beharra dagoela uste dugu, kotiza-

zio sistema baten bidez. Gizarte Segurantzaren transferitzeko eskariari sendo eusten badiogu, baditugu arazoak: uste dugu hemen kudeatu behar dugula, deskribatzen ari garen irizpideekin, euskal herritarrentzako erabilgarriagoa izango litzatekeelako. Bien bitartean, geure esku dauden neurriak aplikatzen jarraituko dugu, eta ez diegu uko egingo; hau da, Eusko Jaurlaritzak behar besteko pentsioak ez dituztenei emandako laguntzez ari gara. Era berean, gizarte zerbitzuei behar besteko aurrekontuak ematen jarraituko dugu, krisialdiak krisialdi eta diru gutxiago bildu arren. Are garrantzitsuagoa da orain atal honetan inbertsio handiagoa egitea; krisiak eragin latza ekartzen ari baitaie azken horiei, ahulenak beraiek baitira.

Gizarte politiketara eustea eta haietan inbertitzen jarraitzea erraza da. Zaila ondorioei aurre egitea da, herritarren aurrean ipintzea eta apustuaren kosta zein izango den adieraztea: zer egiteari utzi diogun esatea, bakoitzari zenbat kostatuko zaion.

« EAJ tradizio solidario handia duen alderdia da »

Diskurtso soziala, jakinarazteaz gain, zilegi bihurtu behar da, eta hori guztion lana da. Gizarte baliabideen inguruko diskurtsoa ez da, ordea, egun erabat betetzen. Modu grafikoan esanda: zerbitzu batzuk eskatu egiten dira, beste batzuetarako baimena ematen da eta beste asko baztertu egiten dira.

EAJ tradizio solidario handia duen alderdia da. Hauek dira gure helburu sozialak, hasieran jakinarazi dizuedan moduan: giza eskubideak defendatzea, baldintza guztietako pertsonen duintasuna defendatzea eta solidaritatea zein justizia soziala sustatzea.

Badakigu lan hauen zer zailtasun dituzten. Hori dela eta, Think Gaur Euskadi 2020 planak bi helburu nagusi ditu: batetik, baliabide eta zerbitzu

Gure gizarteak azken urteetan izan dituen aldaketak nabariak izan direlako gaude hemen: bizi-itxaropena luzatu eta herritarrak zahartu egin dira, familiaren egituraren eta erakunde solidario eta babesle gisa duen ahalmenean aldaketak gertatu dira, gizarte zerbitzuak orain herritar guztien eskubide gisa hautematen hasi gara —eta ez talde batzuen eskubide bakarrik—, eta abar.

Emaitza gisa, aldaketa horiek direla-eta sortutako beharrak estaltzera bideratutako baliabideak eta aurrekontuak izugarri ugari dira.

Zertarako gaude hemen ?

Emaitzak bilatzeko. Aitatu ditugun aldaketa horien norainokoaren berri ez daukagu, baina tankera hartzen saiatzen ari gara. Zuetako batzuk Etorkizuneko Ikerketen Kopenhageko Institutuak egin zigan azterlanaren lehen zirriborroa ikusi zenuten. Aldaketa horiek izango dituzten lehen ondorioak badakizkigu, ordea: gizarte zerbitzuei eusteko erakunde publikoek gero eta inbertsio handiagoak egin behar dituztela.

Herritar guztientzako gizarte zerbitzuen sistema diseinatzen hasteko gaude hemen, Europa mailan lehen muturrean egoteko itxaropenarekin: berme



gehiago eskaintzea babes iraunkor eredu batean; eta, bestetik, solidaritatea, justizia soziala, politika publikoen legitimazioa, diru-sarreraren eta gastu publikoaren arteko beharrezko oreka sustatuko dituen diskurtsoa. Guztia ere politika publikoak behin eta berriz zalantzan ez ipintzeko, eta ziklo ekonomiko baten aldaketak ongizate gizartearen laugarren zutabea arriskuan ez ipintzeko: gizarte zerbitzuak.



Obamania

Les USA ont choisi comme futur président le démocrate Barack Obama il y a près d'un mois maintenant.

Les USA ont montré leur maturité au sein du monde occidental en élisant un métis, l'enfant prodige du communautarisme à l'américaine, de l'Afrique et de l'Amérique. Les USA ont prouvé, et la France ne pourra pas -pour une fois- s'attribuer ce mérite, qu'ils pouvaient choisir pour la charge la plus importante du pays un candidat qui ne vient pas de la majorité blanche protestante et anglo-saxonne qui jusqu'ici conserve tous les pouvoirs politiques. Seuls un catholique comme Kennedy avait jusqu'alors légèrement modifié cet ordre des choses. Quelques conseillers de

Présidents afro-américains, comme Colin Powell ou Condoleezza Rice étaient l'excuse habituelle pour affirmer que la discrimination positive fonctionnait à Washington. Mais cette victoire d'un noir au sommet de l'Etat est une révolution qui

Loin du modèle français

Déjà, cette victoire de la périphérie sur le centre doit déjà servir d'exemple à l'Europe. Le 20 janvier prochain, la planète connaîtra un leader sur qui l'espoir et la confiance de mil-



La Maison Blanche

liards d'individus reposent. La France devra désormais regarder, avec un peu plus d'humilité et sans sa légendaire arrogance, les USA qui ont donné cette leçon de démocratie au monde. Mais le risque est fort que l'Obamania se transforme en imitation, pour ne pas dire récupération, de l'image de Barack Obama. Tous ceux qui se proclament progressistes vont tenter de profiter de cette élection. À commencer par ceux qui attendent une revanche sur le pouvoir en place. Que ce soit Dominique de Villepin qui espère faire mordre la poussière à Nicolas Sarkozy ou Patxi Lopez qui n'avait pas prévu une crise économique mondiale dans son plan d'accession à la présidence du Gouvernement basque. Chacun va essayer de se refaire une virginité grâce à Obama. Le risque est de créer beaucoup de désillusions pour chacun d'eux. Sans compter ceux qui croient qu'un homme peut transformer comme par enchantement la société.

Obama et EAJ-PNB dans la même famille

Barack Obama est un centriste, avec les réserves d'usage d'une telle comparaison, proche d'un François Bayrou, d'un Juan José Ibarretxe ou encore d'un Tony Blair, sur les questions sociétales et sociales et plus libéral économiquement. Le candidat démocrate croit en l'économie de marché tout en concédant que l'auto-régulation de ce marché ne suffit pas pour assurer le bien-être de la société. Il croit à l'intervention publique dans

l'économie pour aider et prévoir l'évolution de l'économie. Il est dans la tradition plus européenne qu'américaine d'un pouvoir (fédéral) actif. Un signe fort pour tous ceux qui se réclament de la pensée personnaliste et qui appartiennent à la grande famille dont le parti démocrate américain est l'un des éléments les plus actifs. Un espoir pour le Parti Démocrate Européen dont sont membres EAJ-PNB et le Modem.

Le système électoral qui change tout

À noter plus prosaïquement que grâce au travail de Jessie Jackson au sein des instances du Parti démocrate pour modifier les règles d'attribution des délégués de chaque État en instaurant la proportionnelle, Obama a pu récupérer de précieuses voix de délégués dans des États qui ont majoritairement voté pour Hillary Clinton. Des États, grands pourvoyeurs de délégués comme la Californie ou l'État de New York, ont désigné majoritairement, lors des primaires au sein du camp démocrate, Hillary Clinton. Mais l'abandon du système du « winner takes it all » (le gagnant rafle tout) dans le parti démocrate (mais pas dans le parti républicain) a donné des délégués à Obama qui a pu résister ainsi à l'implantation de la famille Clinton parmi les cadres du parti. De même la primaire suivie d'un caucus, au Texas où Clinton est arrivée première mais a dû abandonner une majorité de 99 délégués contre 94 pour elle.

Une évolution du système de désignation que la femme de l'ancien président a sous-estimée. Tout comme elle a bizarrement ignoré la quinzaine d'États où les délégués étaient désignés par le système de caucus (vote bloqué pendant un temps limité). Elle a perdu 13 des 15 États où les primaires traditionnelles n'existaient pas. Une tactique qui lui aura été fatale et qui montre bien que la bonne maîtrise du système électoral et de désignation des candidats est primordial pour gagner une élection dans n'importe quelle démocratie.



aura des effets sur toute la planète. Le fait qu'il puisse se dire noir ne pose pas de problème pour l'unité du pays dont la devise est E pluribus unum. La nature pluraliste de la société américaine est de ce fait l'emblème des États-Unis. À des années-lumière d'un État officiellement mono-ethnique comme la France où il n'y a pas de minorités reconnues ni même de statistiques sur les immigrés naturalisés.



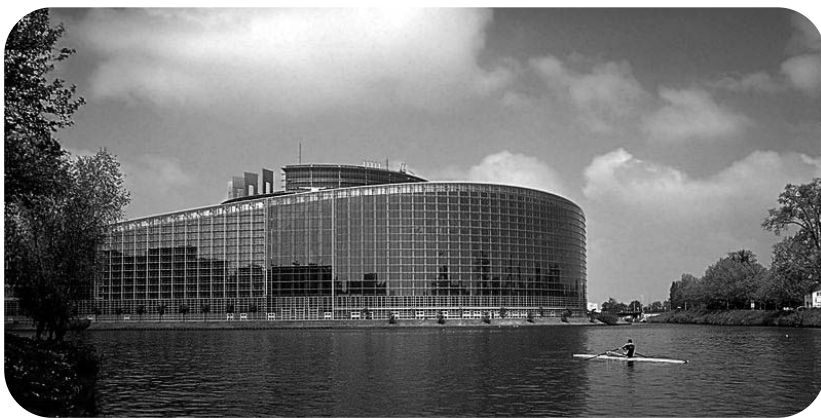
Un scrutin en mal de reconnaissance

En juin 2009 se dérouleront les élections européennes dans les 27 Etats-membres de l'Union. Alors que le Parlement de Strasbourg a gagné d'importants pouvoirs depuis 30 ans, les élections européennes sont souvent considérées comme des élections de deuxième ordre.

Dans le « triangle institutionnel » (cf. encadré) de l'Union européenne, le Parlement présente une spécificité. C'est la seule institution dont les membres sont élus au suffrage universel direct ; de surcroît, le Parlement européen est la seule assemblée démocratique transnationale dans l'histoire des systèmes politiques.

On peut s'interroger sur ce paradoxe : au fur et à mesure que les pouvoirs du Parlement européen se sont renforcés, la participation aux élections européennes n'a cessé de baisser.

peennes mobilisent peu les grands médias... Enfin, il faut constater que l'offre partisane et les campagnes électorales s'ordonnent dans un cadre encore et toujours national. La tendance ne commencera à s'inverser que le jour où se mettra en place une véritable sphère publique européenne où les électeurs pourront voter directement pour des candidats choisis par des grands partis politiques européens plutôt que par les partis nationaux.



Le Parlement européen à Bruxelles

Les principales règles du jeu

L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct date de 1979. Ce sera la 7^e fois que les électeurs se rendront aux urnes pour renouveler le Parlement de Strasbourg. La procédure électorale est régie dans chaque Etat-membre par des dispositions nationales ; ce qui conduit à ce que d'un Etat à l'autre, les modalités concrètes du scrutin demeurent profondément différentes même si des exigences communes existent pour l'ensemble des pays européens (18 ans comme âge minimum requis pour voter, représentation proportionnelle, égalité homme-femme...).

Les sièges sont répartis proportionnellement en fonction de la population de chaque Etat. Pour la majorité des Etats, le territoire national constitue une circonscription unique ; d'autres (à l'instar de la France) ont fait le choix de découper leur territoire en régions ou inter-régions.

La chute constante de la participation des électeurs aux scrutins européens successifs et le sentiment général de distance perçu par l'électorat envers les institutions communautaires constituent des tendances de fond.

Les raisons du désintérêt

D'abord, force est de constater que les élections européennes se jouent souvent sur des questions nationales ; la grande majorité des électeurs se servent de ces élections pour faire passer des messages nationaux, voire sanctionner les gouvernements en place.

Tandis que l'on demande aux citoyens de l'Union d'élire un Parlement commun, rien ne leur permet de percevoir la dimension européenne du geste qu'ils doivent accomplir. Ce paradoxe est forcément un facteur d'incompréhension et de démobilitation. Ensuite, beaucoup d'électeurs estiment que leur voix ne fera pas une grande différence et ne voient pas les conséquences directes de leur vote.

Il ne faut pas non plus négliger l'absence d'une couverture médiatique efficace ; en règle générale, les campagnes des euro-

Le triangle institutionnel de l'Union Européenne

Le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne forment le triangle institutionnel. Leurs prérogatives sont complémentaires :

- la Commission est à l'initiative de la législation communautaire, elle gère les politiques communes européennes, exécute le budget et veille au respect des Traités ;
- le Conseil des ministres de l'Union se réunit périodiquement en vue d'adopter, le plus souvent en co-décision avec le Parlement, la législation communautaire ;
- le Parlement dispose quant à lui du pouvoir budgétaire, législatif (partagé avec le Conseil) et de contrôle des institutions.



Le Parlement européen à Strasbourg

Il faut rajouter le rôle du Conseil européen (composé des Chefs d'Etat et de Gouvernements) qui définit les orientations politiques générales de l'Union européenne.



Xiberoa, le défi de la jeunesse

La Soule, Xiberoa en basque, c'est la plus petite des provinces basques. La plus singulière aussi certainement, avec ses 'ü' si caractéristiques qui donnent à l'euskara (on prononce üskaa) des tonalités très virevoltantes. Mais au-delà des clichés forts sympathiques, qu'est ce que la Soule aujourd'hui ?

C'est d'abord une province où vivent près de 14 000 habitants. On est loin des pics démographiques du début du XX^e siècle, mais la situation s'est stabilisée depuis quelques années grâce aux efforts conjoints d'élus et d'acteurs économiques.

L'économie, justement, repose sur 3 piliers d'importance à peu près égale : agriculture, industrie et services. L'agriculture, essentiellement basée sur l'élevage (ovins mais aussi bovins viandes) couplée à des cultures (maïs), façonne le visage du territoire. Il n'y a qu'à regarder le paysage souletin pour être convaincu qu'agriculteurs et éleveurs sont encore omniprésents.

Une volonté d'entreprendre

Toute aussi omniprésente, une industrie qui avait failli disparaître, emportée par la crise de l'espadrille dans les années 1980/90. Le fleuron de l'industrie de la chaussure n'emploie plus que quelques « mains » et c'est la sous-traitance aéronautique (Emeca, Elkar, Spi aéro...) ou des activités diverses (armatures métalliques Armax, Constructions métalliques Alkar, fromagerie des chaumes...) qui irriguent désormais l'économie locale.

L'élevage ovin traditionnel souletin



Le troisième pilier, celui des services, s'appuie sur un réseau artisanal très présent (les corps de métier du bâtiment surtout), le monde médical et para-médical (hôpitaux, soins à domicile...) et l'enseignement (3 collèges et 3 lycées).

Du coup, le taux de chômage en Soule est plutôt en dessous des moyennes observées ailleurs (moins de 6%). Mais revers de la médaille, cela est aussi dû à la fuite des jeunes surdiplômés qui ne trouvent pas toujours, sur place, de travail à leur mesure (ni de salaire d'ailleurs).

Alors, les jeunes diplômés vont toujours chercher 'fortune' ailleurs. Ce n'est plus l'Amérique ou Paris, mais Toulouse, Bordeaux, Pau ou Bayonne qui drainent cette main d'œuvre qualifiée souvent entièrement formée sur place (du primaire à l'un des 3 lycées). Et c'est là que réside le principal défi : comment persuader ces jeunes que leur avenir peut-être en Soule ? En tentant de leur proposer des emplois qualifiés, mais plus sûrement en les poussant à créer des entreprises. La communauté de communes et l'Odace (association d'entrepreneurs locaux) s'y emploient en multipliant les dispositifs d'appui (pépinière d'entreprise, contrat de pays...) et en initiant la création de deux zones industrielles supplémentaires aux portes de Mauléon (Viodos) et à Tardets.

L'union souletine

Ce grand défi réunit les élus au delà des étiquettes politiques. Depuis sa création en 2000, la communauté de communes, aujourd'hui pilotée par Dominique Boscq, pratique la politique du consensus, même si les « rouges » et les « blancs » ne se font pas de cadeaux lors des rendez-vous électoraux. Si l'on devait absolument donner une identité politique à la Soule on pourrait dire qu'elle s'apparente plutôt à la mouvance centriste avec un fort penchant vers la gauche dans la majorité des villages de Basabürüa (Haute Soule) et dans ceux autour de Mauléon. La mouvance abertzale, y obtient en moyenne de 7 à 10% des voix.

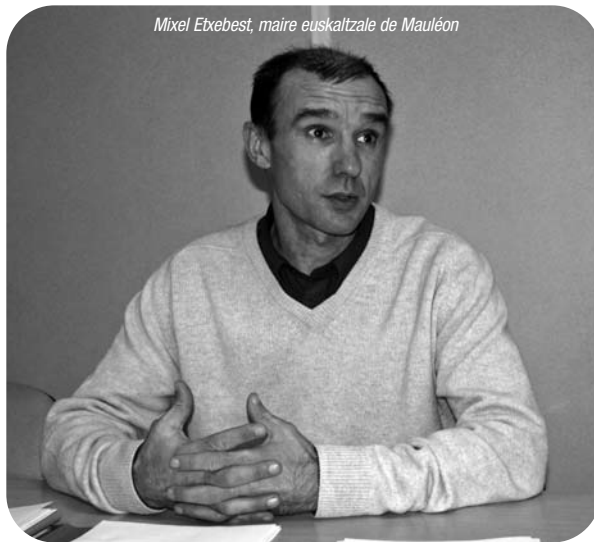
Mais la force de ceux qui restent (et souvent de beaucoup de ceux qui sont partis) c'est l'identité très forte. Elle passe par la langue, puisque la majorité des souletins est bascophone (56% d'après la dernière enquête sociolinguistique). Mais comme ailleurs en Pays basque, l'euskara a connu un déclin jusqu'à ces dernières années, où l'enseignement en basque a permis

d'arrêter l'hémorragie. Aujourd'hui près de 40% des petits Souletins (37.9% très exactement) sont scolarisés en basque (immersion et bilingue) sans compter ceux qui bénéficient de quelques heures en « itinérance ».

40% de jeunes souletins apprennent l'euskara

Mais la situation stagne, car l'offre bilingue n'augmente pas ! Seules 10 des 23 écoles proposent ce type d'enseignement. Et paradoxalement, on apprend plus le basque dans les bourgs principaux (Mauléon, Tardets, Barcus) que dans les petites écoles de villages à classe unique ! La communauté des communes a donc lancé une réflexion pour développer le

Mixel Etxebest, maire euskaltzale de Mauléon



bilinguisme dans les écoles importantes comme celles d'Espes-Undurein-Charritte-Arrast, Viodos Abense et Garindein.

Si la langue est un vecteur fort d'appartenance, les rassemblements socio-culturels le sont tout autant. Il suffit de passer devant le stade de rugby un dimanche ou d'assister à une pastorale ou à une création musicale et l'on verra la Soule communier. Et c'est en grande partie là, que réside l'attachement à cette petite patrie qu'est la Soule. Indispensable, mais pour autant pas suffisant, l'économie donnant toujours le « la »...



Jean Yves Le Drian : « la gouvernance régionale est un instrument de solidarité »

Jean Yves Le Drian, le président socialiste de la Région Bretagne, était à Bayonne, à l'occasion de l'Assemblée Générale annuelle du réseau européen des régions maritimes, qui se tenait les 1, 2 et 3 octobre dernier. L'occasion d'évoquer les relations entre la Bretagne et le Pays basque.

Que pensez-vous de l'autonomie du Pays basque sud ?

C'est un concept très intéressant. Dans une mondialisation croissante, il existe une recherche d'équilibre vers un besoin de repères et de lieu de destin. C'est une revanche des territoires qui est à l'ordre du jour.

L'autonomie régionale, n'est-ce pas la voie vers un égoïsme accru contraire à l'idéal socialiste ?

En France, comme ailleurs, le renforcement de la gouvernance régionale est compatible avec la solidarité. Au contraire, en identifiant au mieux les atouts et les handicaps de chacun des territoires, la régulation sera plus fine et plus efficace. La cohésion ne sera pas seulement un objectif de la stratégie de Lisbonne, mais un processus opératoire.



La Région Bretagne dispose d'un budget d'environ 1 milliard d'euros, Euskadi gère 10 milliards d'euros. Que vous inspire cette comparaison ?

C'est la différence entre une région naine et une région majeure. En France, par tradition jacobine, chaque prise de compétence régionale est arrachée. La marge d'autonomie financière de nos régions est sans arrêt remise en cause. Nous sommes devant deux modèles de gouvernance.

Que recherchent les Basques en coopérant avec la Bretagne ?

Nous partageons des points communs avec le Pays basque. Nous possédons également une identité affirmée, fruit d'une histoire et d'une culture.

Quels domaines de coopération souhaitez-vous développer ?

Nous sommes au début d'une relation particulière. Je me suis rendu, en Euskadi en novembre 2007 et M. Ibarretxe nous rendra visite, en novembre. Le plus immédiat pour nous est de mieux cerner les raisons de la réussite basque, notamment par un échange d'expériences avec les cluster.

Nous souhaitons développer des cluster sur le modèle basque dans des domaines où la coopération est insuffisante. Nos unités de production sont trop éparpillées. C'est le cas du projet de cluster maritime.

N'y aura-t-il pas un problème de moyens financiers pour accompagner cette expérience ?

Ce risque existe, mais il est atténué. En Pays basque, la mise en place des cluster n'a pas mobilisé de ressources financières très importantes.

Avez-vous d'autres projets de coopération ?

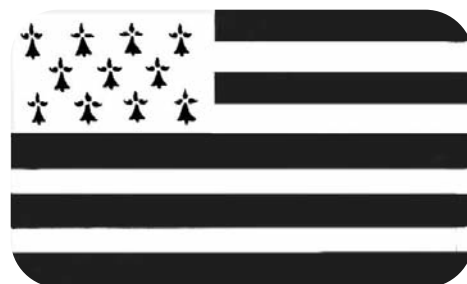
Nous souhaitons également connaître leur politique linguistique, leur modèle de récupération de la langue basque. Grâce à ce séjour à Bayonne, j'ai également rencontré les responsables de l'Office Public de la Langue basque. Cet échange a été très fructueux. Tout n'est pas affaire de moyens financiers. Leur méthode de communication avec les acteurs à impliquer dans la récupération linguistique m'a paru très intéressante.

Récemment, l'autonomie fiscale basque a été validée par la Cour européenne de Luxembourg. Qu'en pensez-vous ?

Nos traditions sont tellement différentes. Ils sont sur une autre planète.

La planète de l'efficacité ?

Oui, certes mais illusoire, aujourd'hui, en France.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :
Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARRENECHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Gilles CHOURY, échos du nord / hemendik
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaien berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238



La CCI Pays Basque

Une réforme des Chambres de Commerce et d'Industrie menace de renforcer les centres régionaux. La proximité de l'action publique dans les bassins de vie locaux, la réalité est différente. Voici une motion présentée par les CCI de l'Hexagone

Loin des yeux, loin du cœur. Voilà un proverbe qui peut parfaitement s'appliquer à l'économie. À la production des biens de consommation par exemple qui parfois s'exonère des droits de l'homme ou des règles sociales ou de santé publique dès lors qu'elle se développe dans des pays lointains. Mais aussi au développement local. Il est en effet facile d'imaginer que les responsables du développement économique auront plutôt tendance à s'investir pour leur territoire de proximité, à soutenir des entrepreneurs qu'ils connaissent personnellement et à favoriser leur bassin de vie.



Jean-Marie Berckamns, président de la CCI

Du reste, il suffit de regarder comment l'économie du Pays basque Sud s'est relevée d'une période de crise extrêmement difficile dans les années 70 pour arriver à un PIB par habitant parmi les plus élevés d'Europe. Pouvoir de proximité, politique volontariste, mise en œuvre d'une stratégie adaptée au territoire et à ses acteurs, tels ont été les ingrédients du succès.

Or, au prétexte qu'il faut rationaliser les moyens, le gouvernement français souhaite privilégier le regroupement au niveau régional des compétences des CCI. En Aquitaine, une Chambre Régionale fonctionnerait avec des

antennes locales dont une unité réduite présente à Bayonne.

Évidemment, vu de Paris, gérer le Pays basque de Bordeaux ou de Bayonne, quelle différence ?

Si ces dispositions devaient être appliquées, ce serait la fin de l'autonomie de notre outil de développement économique mais aussi et surtout la fin d'un projet collectif de développement local piloté par les chefs d'entreprises du Pays basque au service du Pays basque.

La CCI de Bayonne Pays basque est le premier acteur du développement économique du Pays basque nord. La CCI compte plus de 13 000 entreprises ressortissantes soit 45,9% pour les Services, 33% pour le secteur du Commerce, 9,5% pour l'industrie, 8,4% pour la construction et 3,3% pour l'agriculture.

Les 160 salariés de la CCI agissent dans trois grands domaines :

Le développement des entreprises :

- Le conseil et l'accompagnement des sociétés de services, des commerces, des PME-PMI.
- L'aide à la création, à la reprise ou à la transmission d'entreprises
- Le soutien au partenariats internationaux et à l'export.
- L'Appui aux Techniques d'Information et de Communication.
- Un dispositif « entreprises en difficulté »

La formation :

- L'École de Gestion et de Commerce (Bac+3 en Vente, Marketing et Gestion)
- Le centre d'étude des langues (Anglais, Espagnol, Français)
- Centre de formation des repreneurs d'entreprises
- La formation professionnelle (Management, Gestion, Compta, informatique, commerce etc...)

- L'École d'Ingénieurs ESTIA
- Les laboratoires de recherche LIPSI (Ingénierie de la conception) et GRAPHOS (Organisations et Réseaux)

Le développement du territoire :

- L'incubateur et pépinière d'entreprises technologiques à Izarbel
- La gestion de l'hôtel d'entreprises d'Izarbel
- La gestion et le développement des Ports de Bayonne et de Saint-Jean-de-Luz (pour le compte de la Région Aquitaine)
- La gestion de la zone d'activités de glisse BAIA Park
- Une mission de prospection afin d'attirer des entreprises extérieures

La réforme du gouvernement :

Le gouvernement souhaite privilégier le regroupement au niveau régional des compétences des CCI.

En Aquitaine, une Chambre Régionale fonctionnerait avec des antennes locales dont une unité réduite présente à Bayonne.

Ces dispositions signeraient la fin d'une Chambre de Commerce de proximité et en l'occurrence, de la Chambre de Commerce de Bayonne.

La motion des CCI :

Le 28 octobre dernier, une assemblée extraordinaire de toutes les CCI de France s'est déroulée à Paris à l'initiative de l'ACFCI (Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie).

Les Présidents et Directeurs généraux des CCI présentes ont publié une motion qui a été lue solennellement lors de la réunion :



risque en danger

au détriment des structures locales. En dépit des discours ou de Pays basque 2020, sur une nécessité descriptive de l'action locale de la CCI de Bayonne Pays basque, les risques liés à la réforme et la

« Nous affirmons avec force et détermination notre objectif de moderniser le réseau des CCI françaises (...) au service des entreprises et des territoires que nous représentons, en tenant compte des attentes du Gouvernement en matière d'allègement de la fiscalité.

Nous promovons une approche de la réforme fondée sur la réalité économique à l'échelle des métropoles et/ou des bassins économiques pertinents, pouvant être aussi de niveau départemental ou interdépartemental.

Nous voulons passer d'une situation caractérisée par une coexistence d'acteurs souvent forts (les CCI locales) avec des acteurs régionaux traditionnellement faibles (les CRCI) à une alliance du fort avec le fort, c'est-à-dire :

- des CCI locales fortes moins nombreuses, au service des entreprises particulièrement des PME/PMI et au centre du développement économique de leurs territoires,
- des CRCI fortes, dotées de compétences nouvelles clairement identifiées, en renforçant une organisation de services mutualisés.

En conséquence,

- 1 - nous voulons que les CCI locales demeurent des CCI de plein exercice : établissements publics indépendants, selon le régime législatif de 2005. Ceci afin :
 - d'exercer leur entière liberté d'initiative, d'innovation et d'actions au service de leurs bassins économiques et de leurs entreprises,
 - de représenter les intérêts de l'économie et des entreprises auprès des Collectivités locales et des Pouvoirs publics,



- 2 - nous voulons que la TATP soit collectée à l'échelon des CCI locales, avec une contribution aux besoins des CRCI et à l'ACFCI, comme principe de financement du réseau,
- 3 - nous voulons poursuivre l'allègement de la pression fiscale des CCI et générer les économies nécessaires à la réalisation de nos objectifs avec des indicateurs de performance pour les CCI, les CRCI et l'ACFCI.

Nous refusons une réforme exclusivement calquée sur l'échelon administratif régional, consistant à réduire le réseau consulaire à seulement 22 CCI avec des antennes territoriales dénuées de personnalité juridique propre et d'autonomie financière et qui nous priverait de compétences et d'expertises de proximité actuellement existantes.

Nous refusons également le transfert au profit de l'échelon régional du patrimoine des CCI, de leurs Ports et Aéroports, de leurs Ecoles de management ou d'ingénieurs, de leurs centres de formation, ainsi que de leurs hôtels et pépinières d'entreprises, entrepôts et parcs d'activités.

Ainsi, nous serons des acteurs majeurs du développement économique de nos territoires, au service des entreprises ».



Pour une action économique unie

Des services aux entreprises et aux créateurs d'entreprises seraient-ils en danger ?

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne Pays basque est menacée par une réforme au profit d'une seule grande Chambre régionale à Bordeaux. La CCI de Bayonne Pays basque est le seul organisme d'animation économique de qualité à l'échelle du Pays basque avec des moyens conséquents puisque près de 160 personnes y travaillent.

La CCI développe des formations de haut niveau avec Estia pour préparer de futurs cadres, gère le port de Bayonne, attire des PME extérieures, accompagne les commerces et les entreprises locales.

EAJ-PNB est opposé à cette réorganisation de la CCI, préjudiciable aux petites et moyennes entreprises et à l'emploi du Pays basque qui reste la priorité. EAJ-PNB est favorable à des pouvoirs de décision forts, proches des personnes et des acteurs locaux et réclame des moyens accrus en faveur de la CCI.

Tous les responsables de l'action économique locale, la région, le département, les intercommunalités, la CCI, les associations de développement, les syndicats doivent se concerter et coordonner leurs activités. Cela évitera les gaspillages actuels avec la création de services identiques et la dispersion des initiatives sans lien complémentaire. Cette nouvelle union est indispensable pour soutenir de façon plus forte et plus efficace les entreprises locales et l'emploi.



Communauté autonome basque

Pas de coalition EAJ-PNB et EA aux prochaines élections autonomiques.

Il est encore bien trop tôt pour le dire. Aujourd'hui ces 2 mouvements se retrouvent au sein du gouvernement tripartite basque. Mais leurs points de vue ne convergent pas toujours. Un premier contact avait eu lieu fin octobre avec comme participants : Andoni Ortuzar, Joseba Egibar et Joseba Aurrekoetxea pour EAJ-PNB, Joseba Azkarraga Secrétaire d'EA, Rafa Larreina et Josu Ruiz chargé des finances au nom d'Euskal Alkartasuna. Si EAJ-PNB était favorable à un accord stratégique, les dirigeants de EA ont préféré se présenter seuls, assurant refléter la position exprimée lors d'une récente réunion des militants. Rappelons qu'en 2001, l'union avait obtenu 42% des voix et 33 parlementaires élus. En 2005, ceux-ci sont passés de 33 à 29. EA Gipuzkoa regrette déjà l'absence d'union.

Plusieurs candidats Lehendakari en piste ?

Le fait que le socialiste Patxi Lopez soit candidat à la prochaine élection à la présidence du gouvernement basque est une nouvelle qui n'en est pas une. On l'entend tellement dans les ondes, dans la rue et devant les média que cela semble plus qu'évident. À ses yeux, le temps d'Ibarretxe est dépassé. Son projet est caduc, ses idées ne sont qu'illusions et le peuple basque lui-même n'en veut plus. Patxi Lopez est tout prêt à le remplacer. Toutefois il n'est pas le seul. Un autre candidat est apparu, venu celui-là de la droite pure et dure, du PP. Il vient de faire acte de candidature à San Sebastian. Il s'agit du président actuel du parti populaire Antonio BASAGOITI. Un homme jeune et qui porte beau. Il s'en est pris sans tarder au chef du gouvernement de Vitoria-Gasteiz mélangeant mépris et mauvaise foi. Ibarretxe lui s'est contenté de lui répondre que certains se considéraient déjà en campagne électorale alors qu'il y a encore beaucoup à faire, à travailler et à donner. Pour le reste, le temps viendra...

EAK : Euskadiko Aurrezki Kutxa

Un évènement important s'est produit il y a un mois à Bilbao : le projet attendu mais très compliqué de la fusion bancaire entre la puissante BBK et la Kutxa, est devenu réalité.

Leurs conseils d'administration où la représentation politique tient une place de choix en ont ainsi décidé. La nouvelle entité portera le nom de Euskadiko Aurrezki Kutxa (EAK). L'apport de la Bilbao Biscaya Kutxa sera de 60%, celle de la Kutxa de 40%. Une commission de coordination a été mise en place.

L'entité elle-même aura pour président Xabier de Irala, gendre d'Albert Haran le regretté maire d'Ainhua, et pour vice-président Xabier Iturbe au nom de la Kutxa.

C'est là un premier pas obtenu, fruit du travail et de la persévérance des dirigeants en attendant l'arrivée possible d'un 3^e partenaire : la Caja Vital. De passage chez nous, l'espagnol Almunia, responsable des finances au niveau de l'Europe, s'est félicité de voir réalisée enfin cette union. Elle lui paraît indispensable si l'on se réfère à l'actualité financière européenne.

Navarre

La droite de Navarre se scinde

Rupture

Comme nous le pensions le mois dernier, la situation chez les Conservateurs Navarrais a évolué vers la scission. Rien ne va plus entre l'Union du Peuple Navarrais (UPN) et le Parti Populaire (PP) espagnol que dirige Rajoy. Ce mariage aura tout de même duré 17 ans. Mais depuis les dernières législatives où l'UPN avait reçu l'appui du parti socialiste (PSN), l'alliance à droite s'est trouvée peu à peu fragilisée. Miguel Sanz, chef du gouvernement à Pampelune ne rencontrait aucune difficulté avec son nouvel associé. D'autre part, le gouvernement de Zapatero lui apportait une aide efficace. Aussi l'heure du vote du budget annuel de l'État ayant sonné le mois dernier, Miguel Sanz lui a donné « ses voix ». D'où la colère, puis les menaces d'un Rajoy trahi. Dès le lendemain de ce vote, les militants de l'UPN ont suspendu le député Navarrais à Madrid Carlos Salvador et l'inamovible homme de droite Jaime Ignacio del Burgo favorables au PP. La coupe débordait.

Conséquences

Suite à cette rupture on assiste maintenant en Navarre à l'implantation du nouveau PP, le PPN. La direction de ce parti dont le siège central se trouve à Madrid, calle « Génova », a chargé le Sénateur Jose Ignacio Palacios de prendre les choses en main avec pour secré-

taire l'élue locale Amaya Atarabia. Selon le n° 2 PP, Dolores de Cospedad, 286 personnes se sont inscrites et ce malgré les fortes pressions pour les en empêcher. Le président UPN, très serein, trouve ce chiffre insignifiant. M. Sanz en compte, dit-il, une quarantaine parmi les 5000 affiliés inscrits. Interrogé sur le départ de personnalités telles que Lapazarain et Palacios Sénateurs, de Cervera député ou de Javier Pomès Eurodéputé, il a déclaré qu'ils n'ont pas tous la même dimension. Pour sa part, le transfuge Palacios a ajouté avec un brin de malice : « nous sommes condamnés à nous entendre. Nous représentons en effet un même électorat ». Attendons patiemment les urnes !

Dios te salve, ongi etorri.

Cette fin de l'année nous remet en mémoire une fois encore le chant du « Dios te salve », lequel au Labourd et au Baztan, était chanté de maison en maison, et la nuit tombée, par des groupes de jeunes gens.

À cette époque Olentzero y était inconnu. Il n'en est pas de même actuellement depuis que les enfants des écoles et ceux d'associations folkloriques l'ont fait connaître partout.

Aux lecteurs assidus de cette rubrique Navarraise, dont-on nous dit qu'ils sont de plus en plus nombreux, nous dédions ce refrain ancestral accompagné, à l'époque, par un accordéoniste et quelques bertsulari.

« Dios te salve, ongi etorri
Gau on Jainkoak diuela
Gau on Jainkoak diuela eta
Urte onean sar gaitzala »

ETA frappe l'Université de Pampelune

Le 30 octobre à 11 heures du matin l'organisation ETA a provoqué une énorme explosion dans l'enceinte de l'Université privée de Pampelune. Le bruit assourdissant et l'immense colonne de fumée noire visible de toutes parts qui s'en est suivi a créé un traumatisme brutal dans la population accompagné d'une très vive émotion. Grâce à Dieu, toutes les victimes ont pu recevoir des soins immédiats. Seuls des dégâts matériels multiples ont été enregistrés. La discipline des étudiants, celle des sauveteurs et de la population Navarraise a été exemplaire.

ETA lui-même a revendiqué par voie de presse sa responsabilité dans cette opération visant les intérêts de l'Opus Dei. Elle le considère comme une organisation liée intimement au fascisme.

Très rapidement, les autorités en place ont rétabli l'ordre et pansé les plaies. L'émotion, elle, persistera encore longtemps.



Euskadi a les moyens d'affronter la crise

La Communauté autonome d'Euskadi n'échappe pas aux difficultés économiques, particulièrement fortes en Espagne. L'heure est à la mobilisation et à la sérénité. Les excédents publics accumulés ces dernières années permettront une forte relance.

100 millions d'euros injectés

Pour atténuer les effets de la crise financière en 2009, le Gouvernement basque augmentera les budgets consacrés aux investissements et aux dépenses sociales. Tout cela, en augmentant peu la dette publique. Alors que d'autres États de l'Union européenne tentent de minimiser la crise financière en diminuant les dépenses, sans augmentation possible de leur endettement, le Pays basque mène une politique inverse : investissements publics de plus de 100 millions € supplémentaires, pour maintenir l'activité, en augmentant très peu son endettement déjà faible. Un exemple pour tous les États membres de l'UE. Alors que d'autres pays membres pensent à diminuer les dépenses sociales à cause de la crise financière, le Pays basque augmentent les dépenses sociales de 8%.

+ 8% de dépenses sociales

Ces dépenses représentent plus de 70% du total du budget 2009 qui augmentent de près de 8% en 2009 pour le bien de tous les citoyens de la Communauté autonome. Le Gouvernement basque a expliqué que l'équilibre des comptes publics basques réalisé au cours des 10 dernières années (qui peut en dire autant entre les États membres ?) « n'est pas une fin en soi » et fait valoir que, durant les périodes de crise économique cela doit permettre « la recherche et la permanence d'un climat stable et d'une croissance soutenue pour compenser les menaces de récession ». Les résultats positifs de ce vaste cycle de ces dernières années et la bonne gestion de cette ressource du Gouvernement basque, permettent

suffisamment de souplesse pour bâtir et maintenir un niveau de dépenses afin de stimuler l'activité pendant cette phase de ralentissement de la croissance économique. Le bon travail réalisé par le Pays basque pendant plus de 10 ans porte aujourd'hui ses fruits. Le recours à l'excédent de l'année précédente de presque



J. J. Ibarretxe avec le Conseil basque de promotion économique

500 millions d'€ permettra un endettement réduit de seulement 300 millions d'€ sur un budget total du Pays Basque, en 2009 de 10,5 milliards d'€ (comparez le budget du Pays basque avec une région française quelconque, évidemment elles n'ont pas les mêmes attributions ou compétences, mais enfin...).

En 2009, un chômage à 4,3%

En 2008, Le chômage du Pays basque sera de 3,5%. il devrait progresser à 4,3% pour l'année 2009. L'Espagne a déjà atteint 11% de chômage et prévoit d'atteindre 15% pour 2009. La récession s'installe en Espagne. Par contre, le Pays basque continuera à croître d'environ 1,5%, en 2009 et de 2,3%, en 2008. Certes, le rythme ralentit en 2009, mais il est positif, contrairement à la crainte de récession européenne prévue l'année prochaine. Parmi les mesures d'austérité, le Gouvernement basque gèlera les rétributions de tous les membres de l'exécutif basque, entre autres le Lehendakari Ibarretxe. Cela ne représente

que 700.000€ mais demeure un geste positif à l'égard de la société basque. Pour 2009, le Gouvernement basque fait part de ses recettes aux entrepreneurs : anticipation, clarté et leadership mondial, action immédiate, budgets cycliques, stabilité de la pression fiscale ; dynamique de projets stratégiques, de nouvelles lignes d'aide financière aux entreprises, innovation en tant qu'objectif stratégique du pays, avec des possibilités de transfert de la R & D, et "Ekin gogor Lanari" (fort pari pour l'emploi).

Un modèle à intégrer ici

Quelle conclusion pouvons nous tirer de cette situation, en Pays Basque sud, nous les Basques du nord ? Même dans une situation de crise financière mondiale, le Pays basque sud s'en sort mieux. Cela s'explique-t-il par l'autonomie et le Concert économique ? Probablement oui. Et si cela est si évident pourquoi d'autres États membres si centralistes ne s'inspirent pas de cet exemple pour « leurs régions » ? L'autonomie implique que la région doit se responsabiliser pour déterminer ses actions, ses dépenses mais aussi ses ressources. Le Pays basque sud a acquis une grande expérience en la matière, durant la dernière décennie. Il se trouve en meilleure posture que d'autres territoires pour affronter la crise. Le travail sérieux paie. En Pays basque nord, il nous reste à regarder avec envie cet exemple, en attendant que l'État français nous permette de gérer nos propres ressources, notre propre avenir, nos propres responsabilités. Il faut travailler pour que cela

Soutien de projets stratégiques

Les institutions basques soutiennent des projets moteurs de l'économie, la moitié dans le secteur de l'énergie.

- 10 projets
- 31 millions d'euros de soutien financier public
- 648 millions d'euros d'investissements réalisés par les entreprises
- 2500 emplois créés



De crise en crise

Au cours des mois de septembre et octobre derniers, la finance mondiale a traversé l'une des principales crises de son histoire. Certains spécialistes allant même jusqu'à comparer cette crise avec celle effroyable de 1929 qui, comme chacun le sait, a contribué à l'avènement de la deuxième guerre mondiale. Cela signifie-t-il pour autant que cette crise est derrière nous.

Oui et Non ! Tout d'abord rappelons que la crise que nous traversons n'est pas la première et ne sera pas non plus la dernière.

En effet, l'histoire économique moderne est jalonnée, depuis le 16-ème siècle, avec l'apparition des premiers instruments financiers, de soubresauts plus ou moins importants. Cela semble correspondre à une forme de respiration naturelle du système économique désormais dominant, pour ne pas dire unique : L'Économie de Marché.

À ce titre, il est intéressant d'observer sur la durée la représentation graphique du comportement des marchés financiers qui prend la forme d'une sinusoïde irrégulière. Cette observation et sa théorisation ont d'ailleurs donné naissance au « chartisme ». Il s'agit d'une discipline basée principalement sur l'analyse graphique des données écono-

miques et financières aujourd'hui est très largement utilisée par les experts en tous genres (Économistes, Traders, Analyse financiers...). L'analyse graphique met en évidence qu'à une période faste succède toujours une période creuse et inversement. Donc, de ce point de vue, nous pouvons affirmer qu'à la crise actuelle succèdera forcément, j'allais écrire mathématiquement, une période de prospérité économique. La seule incertitude réside dans le « quand ? ».

Nous observerons également que cette alternance de dépressions et de croissance s'est fortement accélérée au cours du XX^e siècle et en ce début de XXI^e siècle. Sur ce point, je rappellerai simplement que la crise actuelle succède à la crise financière du début des années 2000, provoquée par l'éclatement de la bulle financière spéculative formée autour de la nouvelle économie (ou Net Économie). Les marchés avaient alors trop anticipé l'avènement de l'économie liée aux nouvelles technologies et principalement l'émergence du business induit par internet. La correction a été brutale et d'envergure car plusieurs milliers de milliards de dollars avaient alors disparu de la circulation. Le système avait parfaitement absorbé le choc pour mieux repartir à la hausse. Durant cette période est intervenue la terrible catastrophe 11 septembre 2001 qui

va conduire indirectement les plus hautes autorités américaines (Secrétariat d'État au Trésor, FED en tête) à anticiper une éventuelle récession par l'ouverture des vannes du crédit bancaire et hypothécaire aux États-Unis. J'aurai l'occasion de revenir sur les conséquences de cet acte majeur.

Par ailleurs, l'accélération et l'amplitude du cycle croissance/prospérité/récession/crise est également liée à l'accélération du rythme et en partie à l'alignement des prises de positions (effet « panurge ») des Décideurs (Investisseurs, Traders, Spéculateurs, Gestionnaires de fonds). En effet, la mondialisation de l'économie d'une part et d'autre part, la création de gigantesques Fonds de Pensions et Spéculatifs (Hedge Funds), ont concentré sur un petit nombre d'individus des pouvoirs jusqu'alors sans équivalent.

À n'en pas douter, la prochaine réunion du G20 abordera ces problématiques même s'il est encore difficile de déterminer qui des partisans de la régulation ou de l'ultralibéralisme l'emportera. À cet égard, il convient d'observer que le pragmatisme anglo-saxon est à l'œuvre puisque aussi bien les plans « Henri Paulson » ou « Gordon Brown » n'hésitent pas à recourir aux pouvoirs publics pour venir en aide au système... (à suivre).

Patrice Gouspy



Frantziar Akademia eta Frantziar Komedia : borroka bera !

Ikusi dugu duela gutxi nola Frantziar Akademiak uko egin dion eskualdeetako hizkuntzen aipamen soilari Konstituzioan. Ez bazen harentzat munduko akabantza, Frantziarena izan omen zitekeen, ez gutxiagorik ! Aurten, beste gertakari bat datorkigu ildo beretik : Frantziar Komediak sartu berri du bere errepertorioan antzerki idazlea, publiko handiaz guztiz famatua : Marcel Pagol. Frantziar Aktoreek eman dute "fanny", filma bilakatu zena gerla aitzin eta Iparraldeko guztiek ezaguna. Maisulana, sentibera eta oro irrialdi berean. Baina kasu ! Etxe handi hartan sartzeko, serioz izan behar da. Pagnol jaunari oinak igurtzea eskatzen dizkiote sartu baino lehen bai etta ere Marseillako bere akzentua kanpoan uztea. Helburua da "universal" (frantsesez testuan) izatea eta, denok jakin badakigu bezala, antzerki bat, maisulana izanik ere, ezin daiteke holakoa emana izan, Frantziako zolako akzentu zozo batekin. Ondorioz, "akzenturik gabe" eman dute,

hots : Pariseko akzentuarekin. Zeren eta ez baita posible hizkuntza baten mintzatzea akzenturik gabe, bistan denez. Baina iduritzen zaie pentsalari handi haiei beraiek ez dutela akzenturik. Akzentua erreserbatua da eskualdetako astokirten horiei. Bestaldetik, publiko handiak irri egitea gustukoa du eta hori ere arrunta da, komuna. Beraz, ez zaitezte la ikuskizun hori ikustera joan irri egiteko! Holakorik ez Molièren etxean, otoi ! Ez zuten irriekin eragin nahi eta kausitu dute betbetan, arrakasta osoa : nigar egitekoa da ! Hirur orenez ez dugu irribarretxo bat ere kokatzeko gunea aurkitzen. Abisatuak ginen : tragedia bat omen da (ez eta komedia sentibera uste genuen bezala guk, jende xeheek) ! Azkenean, Frantziar Komediak erakusiko zigun zer zen egiazki antzerki hori, ez genuen deusik ulertu orain arte. Frantziako populu gibelatuen eskolatzekotan, antzerkia hedatu dute telebistan, aditze handiko tenorean ("Prime time" frantsesez !) Erran nezaieke, gure Frantziar

Aktoreei "universal" izateko, ez dela aski baseritarren akzentua baztertzea. Denek ez dute frantsesa ulertzen munduan zehar (%2k bakarrik) eta beste %98entzat ? Heldu den aldian, eman dezatela ingelesez, egiazki "universal" izanekotan. Baina kasu "Shakespeare Royal Company" "ko aktoreek haien akzentuaz trufatuko liriteke menturaz ! Paris ez da Frantzia, eta Frantzia ez da Munduko eskualdeetako bat baizik. Frantziar hizkuntza munduko eskualdetako hizkuntza da; Gure begirunea merezi duena, beste hizkuntz eta akentu guztiek bezala. Azken oharra : Literatur Nobel Saria lortzeko unibertaria izan behar da nolabait, ezta ? Frantziar Komediak ez bide daki Frantziar hiritar batek (ez dira hainbat) sari hori lortu zuela duela mende bat, a"Frédéric Mistral" izena du. Provence-ko akzentu ederra bazuen eta gainera bere obra sariztatu hura okzitanieraz idatzi zuen. Baina ez da haien falta, frantses eskoletan ez digute holako eskandaluzko gauzarik irakasten.



Patrimoine et économie...

La relation ne saute pas aux yeux de certains... et pourtant, la valorisation du Patrimoine d'une région, d'une ville, d'une communauté est un moteur très important de l'économie de ces entités.

Même la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne, en 1987, avait considéré en créant un Service d'Archives animé par un professionnel, que c'était un moyen de participer au Développement local.

Le patrimoine et sa mise à disposition permettaient de mieux appréhender l'espace dans lequel les gens vivent et les aide à être acteurs du développement économique.

Sans patrimoine pas de tourisme

À ce moment là, les collections de la CCI étaient totalement inconnues malgré leur très grand intérêt dans le domaine de la pêche, en particulier. L'image forte véhiculée par le Pays basque par sa politique du Patrimoine s'est concrétisée par de nombreuses IGP et AOC..



La mise en valeur des grottes de Sarre

Le Patrimoine paysager en est porteur (Jardins de Versailles ou à notre échelle la vue de la Rhune dont la commune de Sare a pu comptabiliser facilement les entrées du Petit Train et la vallée de la Nivelle, la baie de Saint Jean de Luz ou la Corniche d'Hendaye...).

Les jardiniers, les artisans, les employés qui interviennent directement dans l'entretien et l'accueil ne sont que les premiers bénéficiaires de la manne des nombreux visiteurs avant que les finances des collectivités publiques ne distribuent à leurs employés les francs, puis les euros apportés par les centaines de milliers de visiteurs annuels.

Le Patrimoine Historique, depuis les Grottes d'Otxozelaya, d'Ekain, de Zugarramurdi - Urdax au Trophée de Pompée avec sa tour d'Urkullu, et le Camp Romain de Saint Jean le Vieux, aux Châteaux (Vieux ou Neuf de Bayonne, de Bidache ou de Camou...) en passant par le Chemin de Compostelle et ses « ospitalia » et diverses abbayes, les remparts

de Vauban ce Patrimoine Historique continue d'attirer de nombreuses personnes pour les visiter et se réapproprier leur histoire. Au passage, les dépenses d'hébergement et autres permettent à de très nombreuses structures d'entretenir et donc de faire vivre de très nombreux artisans et employé/es. Nous ne pouvons pas non plus passer sous silence les très nombreux chercheurs qui ont travaillé à des titres divers et les rédacteurs de revues comme Ikuska, Eusko Jakintza, Boletin de la Institucion Sancho el Sabio, Estudios de Arqueologia alavesa, Kovie et les Cuadernos de Arqueologia de Deusto, Munibe avec Aranzadi, Pyrenaica, Principe de Viana, le Bulletin des Sciences Lettres et Arts de Bayonne, et le Bulletin du Musée Basque... Même l'imprimerie bénéficie de l'apport des personnes intéressées par le Patrimoine Historique. Quant aux nombreuses Institutions (DRAC...) et associations (Lauburu, Arkeolan...), leurs activités sont aussi intégrées, de près ou de loin dans l'activité économique.

Les talo font toujours recette

Je ne voudrais pas passer sous silence le Patrimoine Linguistique de notre région qui aujourd'hui permet à des centaines d'enseignants des diverses filières de travailler.

Je ne ferai l'injure à quiconque de rappeler les effets directs des Patrimoines Architecturaux (Tour Eiffel, Cathédrale de Paris, Châteaux de la Loire et aujourd'hui, dans notre région, le musée Guggenheim dans la ria de Bilbao) en terme d'emplois, d'hôtellerie, de restauration

et de transports !

Enfin, le Patrimoine Artistique d'hier et d'aujourd'hui est là pour se faire l'interprète de la Culture (Musées divers mais aussi Festivals, Spectacles ou Pastorales...). Il permet aux divers personnels de ces structures de maintenir des emplois directs non négligeables.



L'ardi Gasna fait vivre des milliers de personnes

À titre anecdotique, je voudrais préciser que les Moulins du Pays basque et de Navarre font partie aussi de ce Patrimoine qui participe à l'économie. Les entreprises locales les rénovent et les entretiennent. En partie grâce à eux, la relance de la consommation de maïs bio a été un moteur pour la culture de ce même maïs bio, en particulier en Basse Navarre.

La fréquentation du public (plusieurs milliers) attiré par les talo les plus succulents des Moulin Peko eihera ou Plazako errota lors des Journées européennes du Patrimoine en est une preuve encore plus concrète.

Préserver et surtout valoriser le Patrimoine de notre région qui vit et fait vivre de nombreuses générations d'habitants est un devoir mais aussi un plaisir.

Claire Noblia



M. Saenz de Samariago, le Ministre basque de l'agriculture à Lurrama

Lurrama, l'agriculture paysanne s'enracine

Malgré les mauvaises conditions atmosphériques, Lurrama, le salon de l'agriculture paysanne a gagné un public urbain. Il réussit également à convaincre des partenaires publics comme le Conseil Général des Pyrénées Atlantiques. Le Gouvernement basque a contribué dès le départ au lancement de ce salon.



Jacques Blot a 75 ans

Nous avons fêté début octobre les 75 ans de Jacques Blot. « Nous », c'est une partie de ceux qui ont participé aux nombreuses fouilles de monuments historiques de la montagne basque qu'il a pratiqué pendant 30 ans. Il nous a honorés en nous invitant chez lui. Médecin de profession, venu pour un remplacement au Pays Basque en 1964 (à Saint Jean de Luz), ils avaient avec sa femme Colette beaucoup aimé ce pays et par la suite, il a eu l'occasion d'occuper un poste qui s'est libéré. Passionné de préhistoire comme son père, il demande en arrivant où il peut se renseigner pour le Pays Basque. On lui recommande le livre de Jose Miguel Barandiaran, le père de l'anthropologie basque. Il est obligé de le faire venir d'Amérique du Sud car à l'époque il n'y en a pas ni en Pays Basque Nord, ni en Pays Basque Sud. Puis il se lance dans la découverte. Il a dû parcourir au moins 45 000 km dans nos montagnes. C'est toujours un plaisir de l'accompagner lors d'une balade en montagne, son œil exercé fait de suite la lecture du terrain.

« J'ai été très très bien accueilli au Pays Basque, moi qui venais de l'extérieur. » Et il cite en premier Jean Haritschelhar alors au Musée Basque surtout pour la toponymie. Puis il sera l'ami d'Altuna, d'I. Barandiaran, d'Apelhaniz de Peñalver de la société Arantzadi. Il deviendra aussi ami d'Yves Coppens le grand chercheur, découvreur de Lucy. C'est qu'il publiera beaucoup Jacques Blot. La plupart des dolmens et cromlechs des montagnes basques ont été recensés par lui en Iparralde. Beaucoup ont été fouillés, analysés au carbone 14. Il parle avec passion de son travail, de ses découvertes, de la préhistoire du Pays Basque jusqu'à 5 000 avant le Christ. Ce passionné de la recherche et de la civilisation basque fera une allusion spécifique à LEMA dont il est un lecteur assidu et dont il aime le ton abertzale modéré. Que ces quelques lignes servent pour rendre un modeste hommage à cet amoureux du Pays Basque, grand voyageur par ailleurs et passionnant à écouter lorsqu'il parle de la préhistoire basque.

Agian luzaz egonen zira gurekin. Hau abestu diogu denen artean :

« Goazen mendirik mendiz

Baserritik baserrira

Jacques Blot-en eskutik

Dolmen ta cromlech ikustera ! »

Beaucoup de ses publications ont paru dans le bulletin du Musée Basque (années 60 et 70).

Parmi les nombreux noms toponymiques entendus chez les bergers Basques et dont Haritschelhar lui a dévoilé la signification, celui-ci qui est remarquable – (h)Il-lasterra – la mort rapide – dans un endroit où la foudre frappe souvent.

Jacques Blot a aussi écrit un très beau livre avec beaucoup de photos de tous les bergers et bordes (ou cayolars) rencontrés en 30 ans. Il s'appelle « Artzainak » comme la villa qu'il habite à Saint Jean de Luz. Il a écrit aussi un livre plus spécialisé : « Archéologie et Montagnes Basques ».

Enfin, il a été le concepteur du parc archéologique qui se trouve devant les grottes de Sare, où l'on peut voir les explications pour les dolmens et les cromlechs.



M^{me} Tellechea : « se respecter pour respecter les autres »

Marie Thérèse Tellechea est médiatrice à Biarritz. Elle est intervenue samedi 15 novembre à Bayonne, lors de la journée organisée par Bakea bai pour présenter cette profession en plein développement.

La médiation, est-ce un métier d'avenir ?

À l'heure où les tribunaux sont surchargés, la médiation est devenue indispensable pour résoudre ou prévenir les conflits d'ordre privé, économique ou professionnel. Elle est basée sur une qualité relationnelle qui met les personnes en face de leur responsabilité. Souhaitent-elles régler leur conflit par le biais d'un tiers, un tribunal ou se responsabilise-t-elle pour parvenir à un résultat ? le médiateur est le garant du respect, de l'impartialité pour parvenir à un résultat.

Il ne conseille pas mais recherche des solutions. Il assure un besoin de neutralité, de

confidentialité et reconnaît la légitimité des deux parties. C'est un travail à base de dialogue, d'accompagnement, d'apaisement nécessaire pour le dialogue.

Quels sont les principaux freins à la réussite d'une médiation ?

Le manque de gestion émotionnelle est souvent un problème. Les personnes sont souvent en incapacité à imaginer des solutions. Elles sont animées par un sentiment de vengeance, par la mise en accusation de l'autre partie sur son incapacité à évoluer.

Quelle est la clé de la réussite ?

Apprendre à se respecter soi pour respecter les autres. Apprendre à reconnaître ses erreurs, se savoir perfectible, connaître ses forces et ses faiblesses, s'accepter comme tel et vouloir progresser. Nous parvenons à de bons résultats avec ce genre d'attitude. Les personnes qui nous contactent souhaitent parvenir à un résultat. Selon les statistiques générales, 80 à 85% des cas sont résolus.



Frontball... « l'autre main nue »

La pelote basque n'a jamais cessé d'évoluer. Le Frontball, une nouvelle discipline a séduit un nouveau public, à Anglet.

Dans le cadre de sa mission, la structure EPB (Elite Pelote Basque) organise depuis maintenant 7 ans son circuit à main nue trinquet sur la base d'une vingtaine de tournois ELITE PRO essentiellement en Iparralde mais également à BORDEAUX, PARIS et à l'étranger (Mexique, USA).



Un projet ambitieux

Depuis quelque temps, l'EPB est au cœur d'un projet ambitieux et novateur par la création d'un nouveau jeu de balle à main nue dénommé FRONTBALL. Celui-ci n'a pas pour objectif de se substituer à la pelote basque et à la main nue trinquet en particulier. De nombreux contacts ont été établis depuis 4 ans avec les acteurs des différentes pratiques de jeux de balle à main nue dans le monde. Ainsi, les représentants de la WHC (World Handball Council) au niveau international, l'USHA (United States Handball Association) aux États Unis ou l'IHA (Irish Handball Association) en Irlande, sont des interlocuteurs privilégiés mais aussi ceux des structures qui œuvrent autour de la pelote valencienne en Espagne, de la "manita" en Amérique du Sud et bien sûr de la Pelote Basque. Voilà pourquoi aujourd'hui le FRONTBALL vise à créer un point d'intersection entre toutes ces pratiques pour une plus grande universalité.



À Anglet et bientôt à New York

Après une longue phase de choix autour des dimensions adéquates de l'aire de jeu, du développement d'une balle spécifique avec l'appui du fabricant local de pelotes PUNPA, le FRONTBALL a connu à Anglet le mois dernier une première apparition de dimension internationale, avec la participation de ses meilleurs spécialistes originaires d'une dizaine de pays différents. Le but de tels rendez-vous est de montrer au public un jeu inédit, moderne, ludique pour ses adeptes et séduisant pour les spectateurs, grâce au sport bien sûr mais aussi à une attractivité nouvelle au niveau de l'animation autour des compétitions.

Dès 2009 le FRONTBALL fera escale à N.YORK dans le mythique CENTRAL PARK en plein cœur de Manhattan et sous 3 ans l'objectif est la mise en place d'un circuit international d'une dizaine de tournois.

La pelote en centre ville

En parallèle tout un travail de recherche est en marche autour de la fabrication d'une structure mobile afin d'organiser des animations en plein cœur des grandes villes notamment en HEGOALDE mais aussi des travaux d'automatisation de la fabrication de la balle pour une diffusion à grande échelle et à moindre coût. À ce titre, des rapprochements avec l'institution INNOBAT mais aussi le département du tourisme de la CAV seront initiés très prochainement. La naissance du FRONTBALL est le point de départ d'une belle aventure... autour d'une "autre main nue".

Plus d'infos :

<http://frontball-protour.over-blog.com>





Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Les Basques dans la Seconde Guerre Mondiale (I)

C'est dès le premier jour de la guerre que le Gouvernement Basque en exil s'était rangé sans équivoque, dans le camp des démocraties et contre le nazisme.

En septembre 1939, le Président Aguirre avait écrit : « *Étant données les causes invoquées et les méthodes employées par l'Allemagne pour déclencher la guerre, il s'agit pour nous de la guerre entre tout ce qui est digne d'être aimé et tout ce qui mérite notre condamnation.* »



Manuel De Irujo

© Sabino Arana fundazioa arxibategia

Sous l'égide de la LIAB et de ses délégations de Bordeaux et de Bayonne, des « engagements des réfugiés basques pour servir la France » sont imprimés et ainsi libellés : « *M..., de nationalité basque, se déclare prêt à assumer toutes les conséquences de l'engagement à aider la France et son gouvernement souscrit par la « Ligue Internationale des Amis des Basques ».* À la fin de l'année 1939, on estime à environ 3 000, le nombre de Basques réfugiés travaillant pour la Défense Nationale. Ils avaient clairement choisi leur camp, celui de la démocratie, du droit et de la liberté contre le régime tyrannique hitlérien qui niait toutes les valeurs morales et portait gravement atteinte à la dignité de l'Homme.

Les contacts avec la France Libre du Général de Gaulle à Londres

L'offense victorieuse de l'armée allemande en France au cours des mois de mai et juin 1940 entraîne pour les Basques les mêmes conséquences tragiques que pour les Français. Aux yeux des nazis, les Basques avaient eu le tort de combattre les troupes franquistes lors de la guerre civile espagnole de 1936-1939. Aussi, la Délégation du Gouvernement Basque à Paris fut brutalement fermée et plusieurs centaines de Basques furent incarcérés dans le camp de concentration de Gurs, près de Navarrenx en Béarn.

Le Navarrais Manuel de Irujo, membre du PNV, qui avait été Ministre de la Justice du Gouvernement Républicain Espagnol durant la guerre civile, avait pris en Juin 1939, la tête de la Délégation de Londres du Gouvernement Basque. En juillet 1940, toujours à Londres, il présida un Conseil National d'Euzkadi.

Dès l'automne 1940, des négociations sont engagées par ce Conseil avec les représentants de la France Libre du Général De Gaulle. L'importance de l'aide que peuvent apporter les Basques dans la guerre n'échappe pas aux Français Libres de Londres.

Fruit de ces négociations est l'accord signé à Londres le 17 mai 1941. En l'absence du Général De Gaulle en voyage au Caire, l'accord est signé en son nom par le Bayonnais René Cassin, secrétaire permanent du Conseil de Défense de l'Empire Français. Le préambule de l'Accord fait état des « *sentiments de sympathie mutuelle qui animent les représentants de l'Euzkadi (Pays Basque péninsulaire) et ceux de la France Libre* ».

En application des dispositions de cet Accord, des négociations eurent lieu afin de constituer une Unité Militaire Basque au sein des Forces Françaises Libres. Le 11 septembre 1941, était adopté à Londres, le Règlement du 3ème Bataillon de Fusiliers Marins. Dans ce bataillon, il était expressément prévu l'intégration d'éléments basques ; l'article 10 du Règlement stipulait même : « *Dans les sections composées de volontaires parlant l'Euzkera, les commandements pourront être donnés dans cette langue* ».

Mais aussi bien l'Accord de mai 1941 que le Règlement du 3° Bataillon de Fusiliers Marins de septembre 1941 se heurteront à la vive opposition du Gouvernement Britannique qui fit pression pour que l'Accord demeurât entière-

ment secret d'une part et pour que sa mise à exécution fut suspendue jusqu'à nouvel ordre d'autre part.

La dissolution du 3° Bataillon de Fusiliers Marins est décidée par décret du Conseil National de Défense en mai 1942.

C'est qu'en fait dès cette époque, le premier ministre britannique Churchill cherche à ménager l'Espagne franquiste ; au même moment d'ailleurs, le Général Franco commençait à s'éloigner de l'Allemagne pour se rapprocher quelque peu de la Grande-Bretagne.

Les Basques et les Français Libres de Londres durent à regret se résigner à la dissolution du Bataillon. Plusieurs milliers de Basques résidant en Amérique du Sud attendaient de pouvoir s'engager dans l'unité navale basque.

Le Bataillon Basque était sacrifié sur l'autel des relations Churchill - De Gaulle. L'accord entre ces deux chefs autorisait en effet De Gaulle à lever une armée française dans le Royaume-Uni et l'Empire Britannique, mais non une armée non française. Les Basques purent cependant rester dans quelques postes au sein des Forces Navales Françaises Libres.



Liburua

« Être basque
aujourd'hui »
de Jean-Philippe
Larramendy



Il n'est pas toujours facile d'être basque en France, notre histoire nationale n'admettant pas d'histoires parallèles.

Une histoire du peuple basque, ouvert au monde, à l'économie et à la modernité, où l'identité forte n'est pas forcément synonyme de repli sur soi ou d'archaïsme, bien au contraire.

Jean-Philippe Larramendy préside l'Institut France-Euskadi qui oeuvre pour la coopération entre le Pays basque sud et la France.



Hitza Hitz

Hala Urriaren 25an, Gasteiz-en, Hitza hitzeko ekitaldiaren deklarapen publikoa

Euskal Herriari Bai

Gaurko eguna, 2008ko urriaren 25a, hautatua zitzaien Araba, Bizkaia eta Gipuzkoa euskal lurraldeetako herritarrei, eusko Legebiltzarrak legez onartua zuen kantsultan parte hartzeko. Kantsulta legeari, Espainiako Gobernuak eta bere presidente Jose Luis Rodriguez Zapaterok helegitea aurkeztuta, Espainiako Erreinuko auzitegia konstituzionalak epaia adostu eta debekua dio ezarri.

- Gernikatik hasi -eta Amorebieta, Durango, Urkiola eta Legutiano tarteko- hemen, Gasteizen batu gara euskal herrialde desberdinetatik etorritako hautetsiak, Europari eta munduari begira, adierazi eta aldarrikatzera izan bagarela, badela gudan Herririk, eta badela gudan, libre eta demokratikoki gure etorkizuna erabakitzera deituak eta galdetuak izateko eskubiderik.

- Gaur eta hemen, guztiok bat eginik -eta bat eginik, nor bere proiektu politikoen ordezkari-



zatic eta nor bere lurralde esparru juridikotik-argi nahi dugu adierazi, Europako gainontzeko herri guztien artean berezko nortasuna duen Herria dela geurea, berezko historia, gizarte-antolakuntza eta kultura ondare dituela, eta bi estatutan kokatutako zazpi lurraldetan du bere leku geografikoa.

Bakeari Bai

- Giza eskubide guztien aldeko konpromisoa geurea dela nahi dugu adierazi; giza eskubide guztiak eta guztienganakoak. Bakean eta libertatean bizitzeko gure eskubidea nahi dugu aldarrikatu. Helburu nagusi dugu Bakea, bana-

kako eta taldeko gure erantzukizuna; geure eskubide ere bada, euskal gizarte garen aldetik.

- Uko egiten diogu biolentzia edo mehatxu orori eta berauen erabilerari, dela egoera politikoa aldarazteko, dela -soluzio bila ibilita- eman litezkeen elkarrizketa eta negoziazio prozesuengan eragina izateko. Bakea zor dio ETak herri honi. Eskatzen diogu ETari adierazi beza, biolentziari behin betiko uko egiteko egiazko borondatea duela; hala exijitzen diogu; halako erabakia izango baita prozesu berria hasteko lehen urratsa, eta hortik aurrera, biolentziaren behin betiko amaiera adostuta, etorriko baitzaio geure herriari bakezko etorkizun oparoa.

- Bake-lorpena, gatazka politikoen konpontze bideetatik bereiztearen irizpidea geure egiten dugu. Hortaz diogu, biolentzia ezin erabili litekeela arazo politikoei konponbidea bilatu edo ukatu aitzakiatan.

- Salatu nahi ditugu auzitegi-tako gehiegikeriak, legediarenak, pertsona, talde, alderdi politiko, hedabide, buruzagi politiko nahiz erakundeenganakoak; berauen eskubideak, berauen askatasuna eta zor zaien berme demokratikoa urratuta ikusi duten neurrian.

Elkarrizketa politikoari Bai

- Herriaren ordezkari politiko garen aldetik, argi nahi dugu adierazi, mugarik gabeko, bazterketarik gabeko elkarrizketa prozesuen alde, gure konpromisoa, alderdi politiko guztien artean adostasuna lortuta, izaera politikoa duen gatazka soluzio bidean jartzearren.

- Normalizazio politikoak eskatzen ditu, bazterketa baino bat-egite ahaleginak; eskatzen ditu baldintzetan berdintasuna aniztasuna bermatzeko ; eskatzen ditu alderdi politikoenganako mehatxuak desagertzea eta gizarteko adierazpen politiko orok izan dezala bere legezko adierazpena. Mintzamina, elkarrenganako errespetua, bide demokratikoen aldeko konpromisoa (soilik haienganakoa) dira normalizazio politikorako jatorrizko premisak.

Erabakitze eskubideari Bai

- Libreki erabakitzea dute herri guztiek berezko eskubide. Euskal Herriak berea du, bere etorkizuna erabakitzeko eskubidea; berea du galdetua izateko eskubidea eta hala adierazitako borondatea, errespetatua izatekoa.

- Gaur, XXI. mendea hasi dugun honetan eta printzipio demokratikoaren argitan, ezin ezarri litezke ezta indarrean mantenu ere, alde bakarreko irizpideetatik eraikitako egitura politikoak, betoa eta debekua oinarri dituztela, espainiar nahiz frantziar subiranotasuna aldarrikatzea -soilik haiena- zilegi jota.

- Printzipio demokratikoak eskatzen baitu, tarteko direnen aldetik elkarrenganako errespetua, aintzat elkar hartzea; eta ondorioz, hortik aurrera, akordioak itxi, beren baitan izate politiko desberdinak egon badaudela aitortuta, elkarbitzarako atea irekitzeko.



Inposaketa, biolentzia, eta debekua etorkizunik ez duten erabaki eta neurriak dira, eta tamalez, geure Herriari bere egunerokoa ezartzen zaizkionak. Protagonista nagusi, euskal gizartea da; hala da, eta hala behar du. Demokrazian sakontze egitasmoak; banakakoen konpromisoa nahiz taldekoena... erabakigarri dira Herri honetako gehiengo soziala babesteko, bakea eta libertate bila, akordio berrien ahaleginetan. Bide-zidorrik ez dago, ezta soluzio magikorik ere. Hitza hitz, pausoz pauso, geure Herriarentzat bakea eta bere erabakitze eskubidea helburu, bidetik atera gabe aurrera egiteko... hauek geure hitzak, geure konpromisoa, horra!



Jean-Baptiste Sallaberry : « EAJ-PNB mène une très bonne politique pour le Pays basque sud »

Le nouveau maire bascophone d'Hendaye est préoccupé par la folie immobilière qui a gagné sa ville durant ces dernières années. Il tient à traiter en priorité cette question majeure pour l'avenir de la ville et des Hendayais. Il travaille également avec les villes voisines d'outre-Bidasoa et du sud Labourd pour aborder d'autres défis importants.

L'urbanisme a été un thème central de la campagne électorale. Quelles sont vos priorités et vos projets ?

Comme promis, l'urbanisme est effectivement au cœur de mes préoccupations. Nous avons engagé la révision du Plan Local d'Urbanisme dès avril, au lendemain des élections. Sur la délibération adoptée, nous avons décidé la liste des changements à adopter pour limiter les hauteurs, les volumes, les règles de recul. Nous voulons mettre un arrêt à la spéculation immobilière qui ne répond pas aux besoins des Hendayais. Nous risquons de créer une ville dortoir. Pour une commune d'environ 17 000 habitants, des permis de construire pour 1 000 logements ont été délivrés en 2007. Par contre, il manque environ 400 logements sociaux pour les Hendayais. Nous souhaitons atteindre 20% de logements sociaux même si cette règle ne s'impose pas pour Hendaye. Le manque de réserves foncières accumulées depuis 15 ans est également un problème.

La ville d'Hendaye a-t-elle trouvé sa place dans la Communauté de communes Sud Pays basque ?

Nous sommes favorables à une action en symbiose avec les autres communes de cette intercommunalité. Hendaye, avec Saint-Jean-de-Luz, y est une commune pilier.

Que souhaitez-vous développer en particulier ?

J'ai la responsabilité du thème de la mobilité et du déplacement. C'est un vaste sujet qui sort du périmètre de ce territoire puisqu'il concerne l'ensemble de l'eurocité Baiona-Donosti. Un plan de transport doit y être réalisé. Hendaye a également un délégué au développement économique, chargé de l'économie et du tourisme. Une des difficultés est l'absence de terrains pour les activités économiques.

Quelles sont vos ambitions concernant le Consorcio Txingudi ?

Le Consorcio doit être redynamisé. Nous avons rajouté la compétence environnement. Nous étudions la possibilité de transformer cette entité de droit espagnol en collectivité locale de droit européen. Le Consorcio aura également une participation dans l'agence de développement commune à Hondarribia et Irun, Bidasoa Activa. Cela permettra à Hendaye d'être présent, d'y siéger pour y trouver des complémentarités. Nous avons deux problèmes importants à traiter en commun. Le premier est urgent. Il concerne l'envasement de la baie de Txingudi qui doit être réglé rapidement. Il faut sortir 800 000 m³ de vase pour retrouver un niveau normal et éviter un débordement de l'eau de la Bidasoa. Le second thème concerne l'aéroport d'Hondarribia. Hendaye demande la tenue de la commission mixte entre Madrid et Paris pour rediscuter de l'accord de 1992. Nous avons besoin de sécuriser le quartier de la plage qui est perturbé par les avions. Hondarribia et Irun se sont également prononcés contre ce projet.

Le vote abertzale progresse régulièrement à Hendaye et dans les communes voisines. Les gens se sentent-ils plus « basques » ?

Hendaye a une vieille tradition basque. L'autre côté a déteint sur nous. Les premiers réfugiés ont exercé une influence importante. Le sentiment basque est assez présent comme le montre la montée des effectifs des ikastola. L'abertzalisme se maintient et progresse un peu. Nous avons des convergences avec Biharko Hendaia malgré des visions politiques différentes. L'intégration des gens venus d'outre-Bidasoa se réalise peu à peu. Nous veillons à cette intégration afin d'éviter les phénomènes de blocage. Hendaye est une ville tri-culturelle. C'est une dimension importante dans le processus d'intégration.

Que pensez-vous d'EAJ-PNB ?

EAJ-PNB mène une très bonne politique pour le Pays basque sud. C'est un Parti de gestion très efficace, qui permet à ce pays d'être socialement au-dessus des autres Communautés autonomes. Culturellement, il est également très fort sur la langue et la culture basque. Ce Parti a du mal à attirer les gens de ce côté-ci. Le terme de nationaliste freine beaucoup les personnes du Pays basque nord. Personnellement, je ne me sens pas loin de la philosophie d'EAJ-PNB. Je me sens de centre gauche, comme EAJ-PNB même si de culture républicaine, la notion de nationalisme me gêne.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84
e-mail : lema@eaj-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60
Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Philippe Duluc 06 07 98 11 96 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd Intérieur, Florian Martin-Halty 06 42 17 60 13 - Saint-Jean-de-Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.